

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

**Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in
Africa**



MEDIA MONITORING

14 August 2015

GENERAL NEWS

Ban addresses top peacekeeping officials amid allegations of sexual abuse by UN 'blue helmets'

NEWS STORY

Source: UN News Centre

13 August 2015 - Secretary-General Ban Ki-moon conducted today an urgent video conference with the heads of United Nations peacekeeping operations, Force Commanders, and Police Commissioners following a series of revelations alleging abuse by UN 'blue helmets' in the field, including, most recently in the Central African Republic.

Addressing the regular press briefing at the Organization's Headquarters in New York, UN Spokesperson Stéphane Dujarric confirmed that the Secretary-General had gathered the senior leadership "to speak directly to them" about reports of ongoing sexual exploitation and abuse by peacekeepers while underlining the UN's policy of "zero tolerance."

"He stressed that zero tolerance means zero complacency and zero impunity and that when allegations are substantiated, all personnel – whether military, police or civilians – must be held accountable," reported Mr. Dujarric.

"The Secretary-General expressed his resolve to help the affected individuals [and] preserve the integrity of the UN flag," he added.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

In addition, explained the UN Spokesperson, Mr. Ban told the peacekeeping officials that, under the existing guidelines, Heads of Mission were directly accountable for maintaining conduct and discipline within their mission, with the support of the senior mission leadership.

The UN chief's conversation with his senior mission leadership follows a series of recent allegations – revealed earlier this week by the human rights group Amnesty International and concerning actions by UN 'blue helmets' serving with the Multidimensional Integrated Stabilization Mission in the Central African Republic (MINUSCA) – of sexual abuse committed by MINUSCA peacekeepers.

According to Mr. Dujarric, in today's meeting, the Secretary-General also discussed the importance of prevention, training, risk assessment and risk mitigation, continuous education for and awareness-raising in local communities to stop this problem while calling on the senior leadership of missions to use "every opportunity to reinforce the message that the United Nations will not abide any misconduct, including sexual exploitation and abuse."

Furthermore, he reportedly noted that Mr. Ban stressed that Troop and Police Contributing Countries are responsible for ensuring that their personnel are properly trained and on mandatory standards of conduct and discipline, and that their peacekeepers will be prosecuted to the full extent of the law if found to have committed abuse.

As part of the UN's increased scrutiny into the global scourge of sexual abuse in field missions, the Secretary-General has also requested a special session of the Security Council, to take place later this afternoon.

DRC

RDC - élections : Kin Kiey Mulumba s'exprime pour la révision constitutionnelle

INTERVIEW

Source: DigitalCongo.net

Le Congo a envie de Kabila, parce que le Congo a envie de la paix... Le Congo a envie de la stabilité, et la stabilité, c'est Kabila qui l'apporte aujourd'hui. Le

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Congo veut construire sa prospérité et, aujourd'hui, cette prospérité comme construction est entamée justement avec Kabila, dicit Kin Kiey Mulumba.

Kinshasa, 13 août 2015 – Le Ministre congolais des Relations avec le Parlement, Tryphon Kin-Kiey Mulumba a été reçu sur le plateau d’Africa24 TV le mardi 11 août dernier. Le président de l’association « Kabila Désir » a passé au peigne fin les questions brûlantes d’actualité en République démocratique du Congo. Du vote, au Sénat, de la loi sur la répartition des sièges, à l’appel à un troisième mandat de Joseph Kabila. Ci-dessous, le condensé de cette interview à bâtons rompus.

RFI : Pourquoi militez-vous pour un troisième mandat du résident Joseph Kabila?

Kin Kiey Mulumba : Je ne milite pas pour un 3ème mandat du président Kabila. Nous militons pour la reconnaissance d’un homme, Kabila, qui a permis à ce pays, le Congo d’avoir la paix, la stabilité et de se trouver dans une position de prospérité.

Vous militez pour qu’il reste au pouvoir au-delà de novembre 2016.

Nous disons qu’il y a une envie de Kabila.

Ce que vous appelez « Kabila désir » ?

Oui. Nous estimons que des hommes d’exception ne viennent pas tous les 10 ans.

Vous pensez que c’est l’homme qui peut garantir le maintien de la paix dans le territoire congolais ?

Aujourd’hui, très certainement. Nous avons 400 tribus contrairement à d’autres qui n’en ont que deux ou trois. Nous sommes un pays continent. Donc, ce n’est pas un coup d’âme qui peut venir comme ça et maîtriser un tel pays.

A Kinshasa, ce projet de troisième mandat pour le président Joseph Kabila est très impopulaire. La preuve, les manifestations qui ont fait reculer le pouvoir en janvier dernier sur l’affaire du recensement électoral. Est-ce que votre forcing ne risque pas de faire redescendre les gens dans la rue ?

Non. Nous disons qu’il faut expliquer aux gens. Il y a de la manipulation au niveau de Kinshasa. Il y a des hommes politiques qui sont en pointe. Nous avons 400 journaux. Nous avons 200 radios et télévisions. Je pense qu’il faut pouvoir canaliser ces moyens de communication, expliquer aux congolais pour qu’ils comprennent que le besoin de paix est important. S’il n’y a pas de stabilité, on ne peut rien construire.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Depuis 10 mois, depuis la chute de Blaise Compaoré, il y a une soif d'alternance qui s'exprime de plus en plus dans la jeunesse africaine. Est-ce que vous ne craignez pas d'un effet Burkina au Congo-Kinshasa ?

C'est quoi le Burkina Faso? C'est un pays qui n'a pas la taille du Congo. C'est un pays qui n'a que deux ethnies. Le Congo en a 400. C'est différent.

Et cette jeunesse qui s'était exprimée à Kinshasa en janvier ?

La jeunesse a soif de rêve. Et le rêve ce sont des industries qui se mettent en place. Le rêve, c'est l'emploi. Il y a beaucoup de chômeurs, en effet. Je pense qu'aujourd'hui, avec l'économie qui tourne, certainement le rêve de ces jeunes va se réaliser. Le rêve ce n'est pas seulement descendre dans la rue. Justement descendre dans la rue c'est briser son rêve. Le rêve, c'est l'emploi.

Au Burundi, le passage en force de Pierre Nkurunziza pour un 3^{ème} mandat a fait des nombreuses victimes. Est-ce que vous ne craignez pas le même scénario dans votre pays ?

Le Burundi, c'est un peu comme le Rwanda où deux ethnies se combattent. Nous ne sommes pas dans la situation du Burundi. Je connais très bien l'Est du Congo. Donc, le problème du Burundi avec des présidents qui sont morts. Le problème de l'Est, ce n'est pas le problème du Congo.

Et quand Barack Obama dit « au bout de deux mandats, je m'en irais » parce que c'est la loi et parce j'aurais fait ce que j'ai à faire. » Qu'est-ce vous répondez ?

C'est déjà entendu de sa bouche, c'est que je suis fils d'un africain, c'est que je n'ai pas de leçon à donner à l'Afrique, c'est que l'Afrique a son destin en main. Voilà.

Le démocrate chrétien, Diomi Dongala en prison depuis deux ans pour une histoire des mœurs très controversée, le bâtonnier Jean-Claude Muyambo et les militants de Filimbi en prison depuis 8 mois pour des raisons apparemment très politiques. Est-ce qu'il n'est pas temps pour que le pouvoir fasse un geste ?

Nous estimons qu'on ne peut pas arrêter indument des gens. Les droits de l'homme doivent être respectés. Je connais très bien toutes ces personnes dont vous parlez. Je connais Jean-Claude Muyambo. C'est même un ami personnel. Muyambo a siégé avec moi au sein de la majorité présidentielle. Et il a rejoint son ami Moïse Katumbi après l'avoir critiqué. Ils étaient opposés. Qu'est-ce qui les a remis ensemble ? Je ne sais pas. Je connais très mal ce dossier. Mais, j'estime que quand il s'agit des droits, de l'homme, c'est important. Les droits de l'homme doivent être respectés.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Donc, vous plaidez pour la libération de Jean-Claude Muyambo ?

Je plaide pour que justice soit faite.

Et Diomi Dongala ?

La même chose. C'est un homme que je connais parfaitement.

Est-ce qu'il s'est rendu coupable pour ce, pourquoi il est accusé ?

Je ne sais pas. Je ne suis pas magistrat. J'estime que justice doit être faite.

Vous êtes pour la révision constitutionnelle afin que le président Kabila puisse rester au pouvoir au-delà de 2016. Dans la majorité présidentielle, on a le sentiment que les avis sont très partagés et que beaucoup préfèrent la stratégie de glissement. C'est-à-dire le report de la présidentielle à 2017 ou au-delà de 2018 ou 2019.

Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? Nous estimons que les congolais doivent se retrouver lors du dialogue dont le président parle et qu'au cours de ce dialogue un consensus doit être dégagé. Si le consensus est pour la révision de la constitution, il n'y aurait aucun inconvénient.

Vous préférez le scénario révision de la constitution à celui de glissement ?

Je pense qu'il faut être clair avec les Congolais. Le glissement, ça ne me dit rien. Je pense qu'une révision serait la chose la plus souhaitable.

Dans le calendrier politique, il est prévu 7 élections d'ici la présidentielle de 2016. Est-ce qu'on arrivera à tenir un calendrier aussi serré ?

Je doute fort. Je suis d'accord avec vous. Je pense qu'on a pas de couteau à la gorge. La CENI a craché ce calendrier qui est totalement difficile. Nous le savons. Et les moyens ne suivent pas. Nous le savons.

Vous pensez que c'est irréaliste ?

Je pense que ce calendrier sera difficilement réalisable.

Et que les locales prévues en octobre n'auront pas lieu à cette date ?

Je vois qu'on est déjà dans le glissement. Et je pense que même l'opposition quand elle demande que des nouveaux majeurs, c'est-à-dire des jeunes qui ont l'âge aujourd'hui de voter, puissent être pris en compte, je pense que l'opposition est pour le glissement.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Mais, si on est dans le glissement, est-ce qu'il n'y a pas risque de vide constitutionnel à partir de décembre 2016 ?

C'est pour ça qu'un accord doit être trouvé avant ce terme.

Congo: les élections locales ne se tiendront probablement pas le 25 octobre

ANALYSE

Source: RTBF.be

13 août 2015 - Il paraît désormais impossible de tenir comme prévu les élections municipales et locales fixées au 25 octobre prochain en République démocratique du Congo (RDC), rapporte jeudi la presse kinoise, qui s'attend à la publication rapide d'un nouveau calendrier électoral.

Organiser les élections provinciales, municipales, urbaines et locales au 25 octobre, est un "pari impossible", écrit le journal Forum des As.

Le Sénat congolais n'a approuvé que mardi - à l'unanimité, mais sans l'opposition qui a boycotté la séance -, une loi sur la répartition des sièges, nécessaire pour ces scrutins contestés.

Le vote, au cours d'une deuxième session extraordinaire convoquée en violation de la Constitution, selon l'opposition, après deux échecs, n'a pris que 35 minutes. Ce qui alimente les soupçons de corruption, le journal Le Palmarès affirmant que les sénateurs ont touché une prime pour une session pleine de trente jours (soit un montant total d'un million de dollars) pour boucler si rapidement la session et "retourner en vacances".

Le président congolais Joseph Kabila dispose d'un délai de quinze jours pour promulguer la loi, déjà adoptée par l'Assemblée nationale, la chambre basse du Parlement, et dont la promulgation était initialement attendue au plus tard, le 20 avril 2015, souligne pour sa part le quotidien La Prospérité.

Face aux retards, ce titre s'attend à la publication "imminente" d'un nouveau calendrier électoral.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

RDC : «pas de combines pour un autre mandat de Kabila» pour le MLC

REPORTAGE

Source: RFI

Par Christophe Boisbouvier

13 août 2015 - Au Congo-Kinshasa, la question d'un éventuel 3^{ème} mandat de Joseph Kabila après novembre 2016 provoque un vif débat. Hier [12 août 2015], RFI donnait la parole à un partisan de cette option, le ministre congolais des Relations avec le parlement, Tryphon Kin Kiey Mulumba. Voici aujourd'hui le point de vue d'une figure de l'opposition. La députée nationale Ève Bazaiba Masudi est la secrétaire générale du Mouvement de libération du Congo, le MLC, dont le numéro 1 Jean Pierre Bemba avait mis le président Kabila en ballotage en juillet 2006. En ligne de sa circonscription de Bassoko, dans la nouvelle province de la Tshopo, dans l'est du pays, la numéro 2 du MLC répond aux questions de Christophe Boisbouvier.

« Le fait pour Kabila de rester au pouvoir au-delà de son dernier et ultime mandat conformément à la constitution, constitue une cause de l'insécurité. S'il ose violer la constitution, il sera poursuivi pour haute trahison. »

En RDC, suite aux déclarations sur RFI du ministre chargé des Relations avec le parlement, Kin Kiey Mulumba faisant état d'un possible glissement du calendrier électoral et du possible maintien au pouvoir de Joseph Kabila, le 3^{ème} parti d'opposition, l'UNC, s'insurge. Dans un communiqué, l'UNC rappelle les délais constitutionnels auxquels est lié le président sortant et alerte la communauté internationale sur la volonté manifeste, selon le parti, du régime en place de se maintenir au pouvoir.

RWANDA

UK Envoys Clears Air on General Karake's Arrest

NEWS STORY

Source: News of Rwanda

14 August 2015 - The United Kingdom envoy to Rwanda has said that the relationship between Rwanda and his country has not changed despite the fact that Rwanda's head

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

of intelligence, General Emmanuel Karake Karenzi was arrested and detained by British metro police at Heathrow airport this June.

Ambassador William Gelling was addressing a press briefing today at the embassy offices in Kacyiru, just a few hours after the arrival of General Karake at Kigali international airport this morning of August 13, 2015.

This comes at a time when President Paul Kagame has also demanded a full explanation on the arrest of the country's spy chief, even when Kagame expressed that he was happy to have Karake back home.

Asked if the British government will be able to answer some lingering questions about the motive behind the arrest of Gen. Karake, Ambassador Gelling said that his government will give definite answers and response to this as soon as possible.

"The UK only responded to a European arrest warrant and this is a must, whether they agree or don't agree with the motive. The UK government acts independently from judicial and police organs, but certainly there was no political motive to Karake's arrest"

On the issue of the closure of British Broadcasting Corporation (BBC) services (great lakes services) in Rwanda after the agency released a documentary on genocide in Rwanda (the untold story), the envoy said that it was a regrettable move.

Ambassador Gelling was however positive that the BBC services may resume its services on Rwandan airwaves and there are plans to have this settled.

"Every media has its own editorial policy, of which they do as they please, but I do recognise the problems it caused and regret the closure of BBC service. I am sure the service will be back on air as soon as possible" Gelling said.

Rwanda: General Karake's Release and what it means to Rwandans

OPINION

Source: The New Times (Rwanda)

By Richard Karugarama Lebero

13 August 2015 - The arrest and subsequent release of Lt Gen Karenzi Karake was far from a quest for justice. It was rather a politicisation of international law and sets a dangerous precedent for the principle of universal jurisdiction.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

It is therefore unsurprising that Spanish authorities admitted that Gen Karake committed no offence and could not be prosecuted either in England or Spain. This admission, though commendable, is long overdue.

This is based on the fact that Spanish indictments have for many years been questioned not only by respectable legal personalities but also by a United Nations panel of experts.

More broadly, even within Spain, the Spanish High Court disagreed with Judge Fernando Andreu Merelles in March 2014 and overturned the arrest warrants on all the 40 former RPA soldiers, Karake inclusive.

The Spanish claims and similar allegations have been ongoing for many years but the truth cannot be wished away. It is high time all the 40 cases are dropped as they have never been about law enforcement but rather a systematic agenda to deny the 1994 Genocide against the Tutsi.

Rwanda's search for justice and reconciliation can further be enhanced not by degrading people that stopped the Genocide but by apprehending war criminals freely roaming the streets of Europe.

Absurdly, war criminals that masterminded the Genocide against the Tutsi are still accorded safe haven even when the Rwandan judicial system has cooperated on many occasions to make international peace and justice a reality.

The Genocide against the Tutsi was stopped not by the international community but by RPA freedom fighters, including General Karake, who risked their lives for peace to prevail in Rwanda.

Equally important, the RPF did not only stop the Genocide but has over the years promoted national reconciliation by providing justice to the victims of the 1994 Genocide, building institutions to fight genocide ideology and rekindling the spirit of togetherness.

Indeed, it is this type of forward-thinking politics advanced by President Paul Kagame that has enabled Rwanda to achieve progressive socio-economic transformation that is evident for everybody to see.

Karake's arrest and subsequent release has many relevant lessons for Rwanda because it clearly demonstrates and reminds us that our dignity as a people is constantly at stake.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

We cannot expect that this kind of treatment will be the last, especially because genocidal forces are still at large and continue to regroup in different forms. Also, the arrest speaks volumes with regard to the '2017 constitutional debate' and in many ways justifies the need to retain a strong leadership.

Put succinctly, if it wasn't for Rwanda's determined and consistent leadership, the case would have prolonged even when everybody knows there is no case to answer.

Importantly, the indignity Rwanda has faced is further testament that our country still needs exceptionally good leadership beyond 2017. This will be crucial to continue fighting the ideology behind the Genocide and the emerging international bullying.

As a nation, we can have no better champion than President Kagame who has consistently demonstrated not only the firmness to manage the nuances of genocide ideology but has also steered our country to economic prosperity and stable social co-existence.

Gen Karake's fiasco in London underscores that Rwanda's unique challenges require a unique and visionary leader, distinct attributes embodied by President Kagame.

His style of leadership remains an enduring solution, maybe even an antidote to the politicisation and abuse of international justice. His leadership is necessary to maintain the current stability and the meaningful economic development that has taken place over the last two decades.

BURUNDI

Crise au Burundi : le Rwanda et la RDC à hue et à dia

ARTICLE

Source: Jeune Afrique

13 août 2015 - Ils ne voient pas Pierre Nkurunziza avec les mêmes lunettes. Le Rwanda fronçe les sourcils. La RD Congo, elle, se montre bienveillante.

Un « sentiment négatif ». C'est par cette litote que, fin juillet, Alain Nyamitwe, le ministre burundais des Affaires étrangères, a qualifié ses fraîches relations avec le voisin rwandais. Dans cette crise, les déclarations des leaders de la région restent feutrées, même quand les tensions sont réelles. Car les voisins du Burundi ne font pas tous la même analyse de la situation. À Kinshasa, on observe une relative bienveillance à

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

l'égard de Pierre Nkurunziza. Les partisans du maintien au pouvoir du président Joseph Kabila au-delà de la limite constitutionnelle de 2016 admirent la résistance du chef de l'État burundais, notamment face aux pressions de Washington, auxquelles Kinshasa est également confronté.

Mais la RD Congo ne peut guère aller plus loin que sa « non-ingérence » assumée. « Nous n'avons pas les moyens diplomatiques de soutenir Nkurunziza », reconnaît un responsable congolais. D'autant que le pays n'est pas membre de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), l'organisation sous-régionale chargée du dossier.

L'attitude de Kigali est bien différente. Le Front patriotique rwandais (FPR, au pouvoir au Rwanda) s'apprête certes à faire adopter une réforme de la Constitution permettant au président Paul Kagamé de se représenter en 2017. Mais ce dernier est hostile depuis le début au passage en force de Nkurunziza. « Comment peut-on dire : “Je reste, que vous vouliez de moi ou non”? C'est un grave problème », avait-il déclaré dès le 8 mai. Depuis, l'exaspération du Rwanda, qui accueille 40% des 180 000 réfugiés burundais disséminés dans la région, n'a cessé de croître.

Le Burundi persuadé que le Rwanda veut lui nuire

À Bujumbura, les autorités sont persuadées que le Rwanda cherche à les déstabiliser. Elles l'ont d'ailleurs accusé d'accueillir certains des auteurs du putsch manqué du 13 mai. Kigali a démenti, même s'il est évident que de nombreux Burundais influents se sont réfugiés dans la capitale rwandaise. Mais, à supposer que le Rwanda veuille nuire à Nkurunziza, sa marge de manœuvre est étroite.

Il lui serait difficile de soutenir une opposition armée sans s'attirer une foule de condamnations internationales, voire susciter un élan de solidarité en faveur d'un président burundais aujourd'hui affaibli, et tout aussi difficile de rallier l'ensemble de l'EAC à sa position. L'organisation est présidée par le Tanzanien Jakaya Kikwete, adversaire stratégique de Kigali dans la région et qui semble se satisfaire du statu quo actuel. Quant à Yoweri Museveni, le médiateur ougandais, il mise sur la formation d'un gouvernement d'union nationale pour sortir de la crise... On imagine toutefois mal les dirigeants de la région rester les bras croisés si le Burundi sombrait dans la guerre civile.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Burundi opposition says president ‘declared war’ on people

NEWS STORY

Source: AFP

13 August 2015 - Burundian President Pierre Nkurunziza has “declared war” on his people by clinging onto power, key opposition leader Leonard Nyangoma said Thursday, demanding he step down to allow a “political transition.”

Nyangoma, a veteran political leader in Burundi who heads the opposition CNARED coalition, demanded the “immediate departure” of the president.

Nkurunziza’s successful effort to bulldoze his way into a third term in a controversial July election sparked protests and a failed coup, with a sweeping crackdown and an exodus of citizens fleeing the unrest.

When his candidacy was announced in April, it was condemned as unconstitutional by the opposition and sparked months of protests.

“The regime in Bujumbura is desperate to stay in power, he has declared war on the people,” Nyangoma told AFP, urging people to remain “calm and united.”

There are widespread fears — both inside and outside Burundi — that the tiny country in the heart of central Africa’s troubled Great Lakes region could be plunged back into civil war.

At least 300,000 people were killed in the civil war which ran from 1993-2006.

“The situation is extremely serious: the political, socio-economic situation is deteriorating day by day,” Nyangoma added, speaking from Europe, where he is now based.

Security forces are targeting opponents of Nkurunziza with “numerous arrests, torture, killings and atrocities,” he added.

Nyangoma was a founding member of the ruling CNDD-FDD party of Nkurunziza.

He now heads a coalition that brings together leading opposition politicians, exiled opponents and civil society leaders, with the aim of creating a common front against the president.

The small, landlocked country is one of the world’s poorest nations.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Nkurunziza, a 51-year-old former sports teacher and born-again Christian, was a Hutu rebel leader during the civil war.

That war pitched rebels from the majority Hutu people against an army dominated by the minority Tutsi.

But despite fears of renewed Hutu-Tutsi tensions, Nyangoma said people had not reacted to those who tried to stoke ethnic divisions.

“Since the beginning of the crisis, the regime tried to play the ethnic card, but it did not work,” he said.

Burundi ruling party hails president's 'miracle' win

NEWS STORY

Source: New Vision (Uganda)

13 August 2015 - Burundi's ruling party on Thursday hailed the "divine miracle" of the re-election of President Pierre Nkurunziza, in polls boycotted by the opposition and condemned internationally as not free or fair.

The CNDD-FDD party of President Pierre Nkurunziza praised his "stunning victory" in "well organized" elections last month despite attempts by some to "strangle democracy."

The party said Nkurunziza - a 51-year-old ex-rebel turned born-again Christian -- won despite the efforts of some Burundians "who do not love their country", without giving further details.

Nkurunziza's successful effort to shoehorn his way into a controversial third term sparked protests and a failed coup, with a sweeping crackdown and an exodus of citizens fleeing the unrest.

The United Nations observer mission said the vote was not "an inclusive free and credible" vote, and were held "in an environment of profound mistrust" between political rivals.

But the CNDD-FDD described it as "a divine miracle".

The ruling party also promised to establish "a government of national unity", including political parties that took part in elections as well as other "Burundians who have shown a good spirit and a clear desire to build their country."

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

It also said it would restart talks with opponents saying dialogue was "necessary" even if some parties or civil society organisations "want to hide behind this dialogue ... to overthrow democratically-elected institutions."

Opposition parties boycotted last month's vote, although main opposition leader Agathon Rwaso has since taken his seat in parliament.

ANGOLA

Angola : La monnaie chinoise fait désormais partie des transactions financières dans le pays

Source: Afriqinfos

Sur décision du président angolais Eduardos Dos Santos, le yuan chinois aura désormais libre cours en Angola au même titre que la monnaie nationale, le Kwanza... Le pays vient de signer un accord monétaire avec la Chine, faisant du yuan la deuxième monnaie à cours légal. En retour, le kwanza, la monnaie angolaise sera acceptée en Chine.

Luanda, 13 août 2015 – Déjà utilisée comme monnaie de règlement et de réserve au Ghana, au Nigeria, à Maurice, au Zimbabwe et en Afrique du Sud, le yuan devient la deuxième monnaie en Angola. Une nouvelle donne qui suscite des réactions des experts du pays.

«La Chine étant la 2ème puissance du monde, avoir sa monnaie n'est pas une mauvaise chose. Tous les financiers le diront. L'Angola pourra importer directement en Chine avec cette devise», s'est réjoui un analyste des questions économiques.

Point de vue que d'autres experts du pays ne partagent pas. «Pourquoi, fort de sa posture panafricaine, le président angolais n'a pas offert ce privilège aux monnaies africaines comme le rand sud-africain ? Ou n'a-t-il pas promu une monnaie commune avec les pays voisins? S'est questionné un autre Angolais. «Voici un exemple flagrant qui me pousse à ne pas croire à l'esprit panafricain d'une partie des Africains, qui se donnent ce label pour cacher leur réelle intention : perpétuer la dislocation du continent», a poursuivi ce dernier.

Et un autre analyste de faire observer que «la convertibilité des monnaies ou la compensation sont différents du cours légal dans une économie. Chaque fois qu'il y a cohabitation avec une autre monnaie, celle de l'économie forte absorbe l'autre».

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

«L'Angola verra à terme sa monnaie disparaître au profit du yuan et adieu la souveraineté monétaire», a-t-il prévenu. Ces dernières années, Pékin a accéléré l'internationalisation de sa monnaie, et noué des accords d'échange de devises avec des banques sud-africaines dans le cadre du réseautage monétaire international.

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

République centrafricaine : Célébration du 55ème anniversaire de son indépendance – 13/08/2015

ARTICLE

Source: Camer Post avec APA

13 août 2015 - La République centrafricaine, ancienne colonie française, [a célébré] jeudi le 55ème anniversaire de son accession à la souveraineté internationale, le 13 août 1960, dans un contexte de fin de transition, annonciateur d'un nouveau départ pour ce pays qui sort juste d'une profonde crise politique et militaire.

Dans un message à la nation à la veille des festivités, la présidente de la Transition, Mme Catherine Samba Panza, a vivement dénoncé ceux qui mijotent l'idée d'une troisième transition, qualifiant cette idée de « saugrenue ».

« Qu'est-ce que cette nouvelle transition va réaliser de nouveau que les autres pour le pays? » a interrogé Catherine Samba Panza, qui a estimé que la Centrafrique doit retrouver le concert des nations par un retour à l'ordre constitutionnel grâce à l'organisation des élections, le 18 octobre prochains.

Les Centrafricains savent tous que le régime de transition a des effets négatifs pour le pays sur le plan international, a-t-elle dit, exhortant ses concitoyens à aimer leur pays afin qu'il soit davantage indépendant.

Par ailleurs, la présidente de la Transition a rendu hommage aux casques bleus pour leurs efforts visant à ramener la sécurité dans le pays. Selon elle, les poches d'insécurité qui subsistent encore dans le pays sont du pur banditisme.

Elle a appelé ses compatriotes à mettre en exergue l'une des devises de la République qui est l'unité, afin de sortir le pays de ses difficultés actuelles.

Frappées du sceau de la modestie, les manifestations du 55ème anniversaire de la Centrafrique ont débuté jeudi matin lorsque la présidente de la Transition est allée

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

déposer des gerbes de fleurs au monument Barthélémy Boganda, le père de l'indépendance de la Centrafrique.

Elles se sont poursuivies dans l'après-midi par des prestations culturelles et des compétitions sportives.

Sexual abuse claims: UN turns up pressure on peacekeeping nations

NEWS STORY

Source: AFP

14 August 2015 - The UN Secretary General Ban Ki-moon on Thursday moved to ratchet up pressure on countries whose nationals are accused of sexual abuse while serving in peacekeeping missions.

Ban outlined a series of steps to the Security Council a day after firing the head of the UN force in the Central African Republic over a string of scandalous allegations of child sexual abuse by the peacekeepers.

Under the UN rules, it is up to the troop-contributing country to investigate and prosecute soldiers accused of misconduct while serving under the UN flag.

But Ban said "all too often this is not done quickly enough - and in the most frustrating cases, it is not done at all."

"I am frustrated by what appear to be far too lenient sanctions for such grave acts affecting men, women and all too often children," Ban told a two-hour closed-door meeting of the council.

"A failure to pursue criminal accountability for sexual crimes is tantamount to impunity," he said, according to remarks later released by his office.

Ban told the council he plans to name-and-shame countries whose troops face allegations of misconduct in his annual report and asked the council to follow up on all reported cases.

He also informed council members that Parfait Onanga-Anyanga of Gabon would travel to Bangui next week as the new head of mission.

Onanga-Anyanga, who recently served as UN envoy in Burundi, replaces Babacar Gaye of Senegal who tendered his resignation at Ban's request on Tuesday.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

US sees gaps

US Ambassador Samantha Power, whose country is by far the largest financial contributor to UN peacekeeper, said "the system as it currently stands has a lot of gaps in it".

Power said UN member-states "have to be on board and enthusiastic about getting to the bottom of allegations" tarnishing UN missions.

Ban earlier spoke by videoconference to the envoys and force commanders and told them they "were directly accountable for maintaining conduct and discipline within their mission," the UN spokesperson Stephane Dujarric said.

Ban in June appointed a review panel led by former Canadian Supreme Court justice Marie Deschamps to look into how the UN handled allegations that French and African troops sexually abused children in the Central African Republic beginning in late 2013.

The MINUSCA force, which took over from an African Union mission nearly a year ago, has been plagued by a series of allegations involving its soldiers.

So far, there have been 57 claims of misconduct, 11 of which possibly involve child sex abuse.

The latest allegations revealed by Amnesty International involve a 12-year-old girl who told witnesses that she was raped by a UN soldier during a search operation in the Muslim PK5 district of Bangui last week.

The Central African Republic is struggling to recover from sectarian violence that exploded after a 2013 coup, pitting mainly Muslim rebels against Christian militias.

UN to Start Naming, Shaming Countries for Alleged Misconduct

NEWS STORY

Source: Associated Press

By Cara Anna

13 August 2015 - Taking aim at "a cancer in our system," the U.N. secretary-general on Thursday announced that he intends to start naming and shaming countries whose troops and police serving in U.N. peacekeeping missions face credible accusations of sexual abuse and exploitation.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

It was one of several measures Ban Ki-moon announced in a special U.N. Security Council meeting, a day after he took the unprecedented move of firing the head of the peacekeeping mission in the Central African Republic over the handling of dozens of misconduct allegations. The latest, brought Tuesday by Amnesty International against the mission's police officers, included the indiscriminate killing of a teen and his father and the rape of a 12-year-old girl.

Ban said the issue of sexual abuse and exploitation by peacekeepers is not limited to one mission. He also met Thursday with the heads of all 16 peacekeeping missions, which have well over 100,000 troops, police and others in countries from Haiti to Congo, a record number.

U.S. Ambassador Samantha Power, whose country pays a quarter of the U.N. peacekeeping budget, told reporters that the council meeting expressed a "great deal of horror, outrage and a sense of collective failure."

Considering the gaps in the system for reporting, investigating and prosecuting sexual abuse allegations, Power said, the number of actual allegations against peacekeepers "could be far worse."

Chinese Ambassador Liu Jieyi, whose country is the top U.N. troop contributor of the five permanent council members, told reporters that council members want "specific and forceful measures on the ground."

U.N. peacekeeping has faced a number of sexual abuse scandals over the years. The latest comes a month before President Barack Obama hosts a special meeting during the annual U.N. General Assembly of world leaders aimed at urging more countries, especially developed ones, to contribute more troops, money and skills. At present, the top troop contributors to U.N. peacekeeping are largely developing countries, led by Bangladesh.

The U.N. lacks the power for criminal investigation and prosecution, which lets member states take whatever punitive action they choose against the troops they contribute. "In the most frustrating cases," nothing is done at all, Ban told the council.

"A failure to pursue criminal accountability for sexual crimes is tantamount to impunity," he said, saying countries must quickly investigate and hold its troops accountable.

Ban also announced several U.N. measures now being implemented. They include strict timelines for completing investigations, setting up immediate response teams inside peacekeeping missions to handle allegations, and suspending payments to countries whose troops face credible allegations of misconduct.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

And he wants his next annual report to the General Assembly on sexual misconduct to include 'country-specific information' on credible allegations.

Until now, it has been impossible for the public to know which countries' troops have faced the highest number of misconduct allegations, sexual or otherwise.

Ban also wants the issue of sexual abuse to be placed on the agenda whenever the Security Council meets with troop-contributing countries, and he wants the council to review how countries have followed up on all reported cases.

Power called the idea of publicly naming countries "extremely important," and she said the United States is looking at how to use its own leverage, including financial, to help pressure other member states to cooperate.

Since its creation in April 2014, the peacekeeping mission in Central African Republic says it has received 57 cases of misconduct, including 11 allegations of sexual exploitation and abuse. The U.N.'s internal investigation unit is sending several people to the country in the coming days, secretary-general spokesman Stephane Dujarric said Thursday.

The mission is also being investigated over how it handled several child sexual abuse allegations against French troops last year.

Central African Republic: Ban vows 'decisive action' on allegations of sexual abuse by UN peacekeepers

NEWS STORY

Source: UN News Centre

12 August 2015 - Vowing "decisive action" on reports of sexual exploitation committed by United Nations peacekeepers deployed to the Central African Republic (CAR), Secretary-General Ban Ki-moon announced that he has accepted the resignation of the head of the UN peacekeeping mission in the country, scheduled a special session of the Security Council on the matter, and pledged the Organization's commitment to bringing any and all perpetrators of such abuse to justice.

"I cannot put into words how anguished, angered and ashamed I am by recurrent reports over the years of sexual exploitation and abuse by UN forces," said Mr. Ban addressing reporters at a press stakeout in New York, where he deplored the disturbing

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

number of abuse allegations and affirmed that the “systemic challenge” of sexual abuse demanded “a systemic response” by the UN.

“When the United Nations deploys peacekeepers, we do so to protect the world's most vulnerable people in the world's most desperate places,” Mr. Ban declared. “I will not tolerate any action that causes people to replace trust with fear.”

Deployed in early 2014, the UN Multidimensional Integrated Stabilization Mission in the CAR, known by the French acronym MINUSCA, is currently aiming to defuse sectarian tensions across the country. More than two years of civil war and violence have displaced thousands of people amid ongoing clashes between the mainly Muslim Séléka alliance and anti-Balaka militia, which are mostly Christian. In addition, the Lord's Resistance Army (LRA) continues to operate in the south-eastern part of the country.

The situation of deep instability is further exacerbated by a growing humanitarian crisis. The UN estimates that some 450,000 people remain displaced inside the country while thousands of others have sought asylum across the borders. Meanwhile, overall some 2.7 million people in the CAR remain in direct need of urgent humanitarian assistance.

However, the latest allegations – revealed yesterday by the human rights group Amnesty International and concerning actions by UN 'blue helmets' serving with the Multidimensional Integrated Stabilization Mission in the Central African Republic (MINUSCA) – come on the heels of another series of sexual abuse claims from earlier this year surrounding a deployment of foreign military forces in the CAR.

The Secretary-General urged victims to come forward and report any and all abuses to the UN as the Organization moves forward in doing “all we can to respond to these outrageous crimes.”

As part of the UN's increased scrutiny into the “global scourge” of sexual abuse in field missions, Mr. Ban stated that he has requested a special session of the Security Council, to take place tomorrow, and will convene a video conference with his Special Representatives, Force Commanders and Police Commissioners in all peacekeeping operations to be held tomorrow. In addition, he announced the immediate resignation of his Special Representative, Babacar Gaye, as head of MINUSCA.

“[Mr. Gaye] has tendered his resignation at my request yesterday,” Mr. Ban explained in response to a question from reporters. He added that while this may appear to be “very strong action” for a Special representative who has been working so honourably during many years in the UN system, “I really wanted to show a strong example and message to all the international community.”

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

“I will reiterate that leaders must report allegations immediately investigate thoroughly and act decisively. Failure to do so will have clear consequences,” he stressed in his opening remarks. “I want victims to know that we will strive to uphold our institutional responsibility to safeguard their security and dignity.”

SOUTH SUDAN

South Sudan Rebel Leader Warns of Peace Talks Failure

NEWS STORY

Source: VOA

By Peter Clottey

13 August 2015 - South Sudan's former vice president and leader of the rebels, Riek Machar, has expressed concern that proposals in an agreement to be discussed at the peace talks with President Salva Kiir have been “hijacked” in the Ugandan capital, Kampala.

In an interview with VOA, Machar blames Ugandan President Yoweri Museveni and Kiir for changing the text of proposals previously agreed to by both parties, ahead of the resumption of the peace talks.

Machar says he was informed about changes in the proposal by Ethiopia's foreign minister, Seyoum Mesfin, who is also a mediator of the peace negotiations.

Machar says it appears Museveni has teamed up with Kiir to derail the peace negotiations. He says the proposals were changed to favor the government in Juba.

Machar outlined what he calls unacceptable changes:

“There was a provision in the peace agreement that says the national capital shall be demilitarized. ... This has been changed. To us this is a very critical issue; this is a deal breaker. The second issue is that the power sharing is limited to the national institutions, and I believe to the executives alone. There would be no power sharing in the states,” said Machar.

“The changes made in Kampala by President Museveni, I think there would be no peace agreement at all,” he added. “And also, the security arrangement would be left to the four chiefs of staff of the four countries, and that is Uganda, Kenya, Ethiopia and

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Sudan. Our fate cannot be determined by other people; we should negotiate it ourselves. This is another deal breaker.”

Both Kiir and Machar were scheduled to resume peace negotiations in Ethiopia’s capital, Addis Ababa, on Friday. The talks were to be mediated by the regional bloc, the Intergovernmental Authority on Development (IGAD).

The talks are expected to be concluded by August 17, a deadline issued by IGAD. IGAD officials have warned that both parties would have to sign a peace deal before leaving Ethiopia.

But Machar says the IGAD-issued deadline is unlikely to be met because of what he says has been a change in the proposal of the agreement. He says Museveni is partly to blame for the ongoing conflict in South Sudan.

Machar says the rebel group plans to petition IGAD to protest the changes made to the proposed agreement.

“The whole thing to me is off, because what would be discussed on the 17th? Are we going to discuss the Kampala agreement or are we going to discuss the proposed compromised agreement which was delivered by the IGAD Plus? There seems now confusion,” said Machar.

“We will put our protest in writing. We have told the mediator ... that it might be better off if they called off the whole process because an embarrassment would take place, and we don’t want to embarrass anybody.”

Critics say Kiir has squandered the country’s good will since it became the world’s newest nation. They also expressed disappointment that both Kiir and Machar have yet to ensure peace is restored to South Sudan despite repeated peace negotiations mediated by IGAD.

South Sudanese rebel leader in negotiations with defected commanders

NEWS STORY

Source: Sudan Tribune

13 August 2015 - South Sudanese rebel leader Riek Machar is in negotiations with some of the senior commanders with whom he had political and security disagreements over the approach to handle the talks with the government, revealed assistant press officer in the rebel camp.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Rebel commanders led by Peter Gatdet Yak, former deputy chief of general staff for operations in the rebel movement and Gathoth Gatkuoth, former deputy chief of general staff for logistics, both of whom were relieved from the positions last month by Machar, announced at a press conference in the Sudanese capital, Khartoum, on Tuesday to have “denounced and disowned” Machar from the leadership of the rebel movement.

It was not immediately clear how many officers attended the conference, although unverified reports indicated Maj. Gen. Gabriel Tanginye, Maj. Gen. Chuol Gakah, Maj. Gen. Gathoth Gatkuoth, Maj. Gen. Malith Gatluak and Brigadier Gen. Gatwec Puoc were among those who have declared their defection.

Five other politicians allegedly issued a separate statement announcing their support to the decision of the commanders in which they claimed to have dismissed Machar.

Former minister of youth, culture and sports, Gabriel Changson Chang, their ring leader, Timothy Tot Chol, Thomas Thoan Teny, Michael Mariew Dhuor and Gabriel Yoal Dok were said to have been among those who issued the statement denouncing the manner in which Machar had managed the leadership and the movement.

Several opposition figures have in response to the defection downplayed the significance of the decision of the rebel commanders and accused the government of having allegedly played a role to create a rift between the members of the opposition leadership using all means available at its disposal, including the use of monetary enticement by way of bribery to defecting officers and members of their families.

Dickson Gatluak Jock, who claimed to be assistant press secretary in the office of the armed opposition leader, Machar, said the press release denouncing his boss was not written and sent by the commanders but politicians wanting to pull the commanders out from the movement and against Machar in order to divert his vision, reduce his dignity from the entire Nuer community and South Sudan at large.

“This is to let him go. The sacrifices he made for the sake of his nation to go in vain. Their objectives are meant to spoil an anticipated peace agreement which may be signed in the coming 17th of this month”, said Jock in a statement extended to Sudan Tribune on Thursday.

The aide of the opposition leader, however, asserted that obstructing peace wouldn’t make sense because it’s the demand from the public in South Sudan rather than individual interest.

He said Machar had already sent a team to Khartoum to negotiate the return of the defected rebel commander, Peter Gatdet Yak.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

"As I am writing, Peter Gatdet is in Khartoum, Sudan, engaging in negotiating with the team sent to him by the chairman of SPLM/A Dr. Riek Machar to get him back to Pagak as well as the Nuer elders over there," he said.

He admitted that there were differences between Machar and commanders but these differences, he explained, could have been addressed in the recent consultative conference held at the headquarters of the opposition group inside South Sudanese territory at the border with neighbouring Ethiopia.

"Yes there were differences sometimes back when the two generals were relieved but the leadership in Pagak during the consultative meeting ironed out all these issues and resolved that the generals would be assigned to other positions within the SPLA IO military headquarters. These are normal ways of making things in the system," he added.

"If they accept to dialogue and present their complaints to the leadership of the movement, then they will be reassigned", he explained.

The rebel official charged that "elements that are running up and down to create division within the movement for their own personal interest would not be given room."

Soudan du Sud : pas encore de paix

ARTICLE

Source: BBC Afrique

Les pourparlers sur le Soudan du Sud visant à mettre un terme à la guerre civile n'ont guère avancé, averti le gouvernement.

13 août 2015 - "Il subsiste des domaines considérables où nous sommes en désaccord. A ce stade, nul besoin de se mentir à soi-même et de parler de paix", a déclaré mercredi Michael Makuei, le ministre sud-soudanais de l'Information, au terme d'une semaine de pourparlers, à Addis Abeba, la capitale éthiopienne sous l'égide de l'Organisation intergouvernementale est-africaine pour le développement (IGAD) .

La question du partage des pouvoirs entre le gouvernement et les rebelles est la principale pomme de discorde.

Les divergences entre les deux parties portent aussi sur une proposition de démilitarisation de Juba la capitale, selon M. Makuei.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Les médiateurs, soutenus par le président américain Barack Obama lors de sa récente visite en Ethiopie, ont donné jusqu'à lundi pour mettre un terme à la guerre civile.

La guerre civile au Soudan du Sud a éclaté en décembre 2013 après que le président Salva Kiir a accusé Riek Machar, de fomenter un coup d'État.

Sanctions à l'encontre du Soudan du Sud

COMMUNIQUE

Source: <https://www.news.admin.ch/dokumentation/00002/00015/?lang=fr&msg-id=58328>

Par le Conseil fédéral suisse

Berne, 12 août 2015 - Le 12 août 2015, le Conseil fédéral a institué des mesures coercitives à l'encontre du Soudan du Sud. Le Conseil fédéral a ainsi transposé en droit suisse les sanctions décidées par le Conseil de sécurité des Nations Unies dans sa résolution 2206 (2015). En sus, le Conseil fédéral a ordonné un embargo sur les biens d'équipement militaires à l'encontre du Soudan du Sud. L'ordonnance entre en vigueur le 12 août 2015 à 18h00.

Par Résolution 2206 (2015) du 3 mars 2015, le Conseil de sécurité a ordonné un gel d'avoirs ainsi qu'une interdiction d'entrée ou de transit à l'encontre des individus ou entités agissant de manière contraire à la paix, à la sécurité et à la stabilité au Soudan du Sud. Par décision du 1er juillet 2015 du Comité de sanctions des Nations Unies compétent pour le Soudan du Sud, six individus ont été inscrits sur la liste des personnes sanctionnées. Il s'agit de commandants militaires des deux parties au conflit.

Ces sanctions ont été décidées par le Conseil de sécurité en réaction au conflit ethnique, aux graves violations des droits de l'homme ainsi qu'à la crise politique et humanitaire auxquels la République du Soudan du Sud est confrontée depuis près de deux ans. En décembre 2013, le président, Salva Kiir, accusait publiquement l'ancien vice-président, Riek Machar, d'avoir fomenté un coup d'Etat visant à le renverser. Suite à cette annonce, le Soudan du Sud est devenu le théâtre de violents affrontements entre les partisans du président et de l'ancien vice-président.

En complément des sanctions financières et de voyage ordonnées par le Conseil de sécurité des Nations Unies et au vu de la situation au Soudan du Sud, le Conseil fédéral a également ordonné un embargo sur les biens d'équipement militaires à l'encontre de cet Etat. Depuis le 9 juillet 2011, date à laquelle le Soudan du Sud est

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

devenu un Etat indépendant, aucun bien d'équipement militaire n'a été exporté vers ce pays. L'Union européenne a également ordonné un embargo sur les biens d'équipement militaires à l'encontre du Soudan du Sud.

Soudan du Sud : incertitude totale sur une éventuelle scission de la rébellion

ARTICLE

Source: Afrik.com

Par Cheikh Dieng

Les rebelles sud-soudanais appartenant au Mouvement de Libération du Peuple ont annoncé, ce jeudi 13 août 2015, que de violents heurts ont opposé rebelles et forces pro-gouvernementales. Ces heurts interviennent deux jours après l'annonce d'une scission au sein du mouvement. Mais selon le porte-parole de la rébellion, il n'y a eu aucune scission.

13 août 2015 - La faction armée de l'opposition du Sud-Soudan, appartenant au Parti Mouvement de Libération du Peuple, a annoncé, ce mercredi 12 août, que des heurts ont éclaté entre rebelles stationnés dans la localité de Magwi, fidèles à l'ancien Vice-président, Riek Machar et les forces gouvernementales présentes dans cette zone.

L'information a été donnée par Oyet Nathaniel Pierino, porte-parole du nouveau gouverneur de la rébellion dans l'Etat de Imatong. Dans un communiqué de presse, Auwas Simon Pidomoe, membre du groupe, précise : « Aujourd'hui, 12 août 2015, à 05h00 du matin, les forces pro-gouvernementales en violation de l'Accord de Cessez-le-feu ont attaqué nos forces dans la localité de Magwi ».

Appel à la destitution de Riek Machar

Selon Auwas Simon Pidomoe, les forces gouvernementales ont été défaites et les combats ont fait des victimes. Il ajoute aussi que les rebelles ont pu saisir des matériels dont un fusil 1 AK47, 1 PKM ainsi qu'un smartphone. Pidomoe explique que l'opération a été dirigée par le commandant Lam Paul sous le commandement de Michael Odogtoo.

Dans une déclaration adressée au Président Salva Kiir, Pidomoe se veut menaçant, exigeant que celui-ci quitte le pouvoir car les forces rebelles ne le reconnaîtront pas en tant que Président. « Le gouvernement de Salva Kiir est totalement illégitime et nous ne

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

le reconnaissons pas. Salva Kiir doit quitter le pouvoir pour éviter de plonger le pays dans le chaos total », soutient-il.

Ces heurts arrivent à un moment critique où la légitimité de Riek Machar, Vice-président et leader de l'opposition armée, est remise en question par des membres hauts placés du groupe rebelle. Mécontents d'avoir été évincés de leurs postes lors du dernier remaniement au sein du mouvement, des commandants rebelles de haut rang avaient publié un communiqué appelant à la destitution de Riek Machar.

« Nous dénonçons et nous désavouons Dr Riek Machar en tant que leader du Mouvement de Libération du Peuple et commandant en chef », avait déclaré le Général Peter Gatdet Yaka, mardi. Dans le communiqué, Peter Gatdet et Gathoth Gatkuoth, deux hommes forts de la rébellion, expliquent que le différend qui les oppose à Riek Machar était lié à des divergences de points de vue sur de nombreuses questions centrales.

Défection ou scission ?

L'autre différence de taille entre les deux hommes et Riekk Machar concerne les pourparlers de paix entre ce dernier et le Président Salva Kiir prévus ce jeudi à Addis-Abeba, dans la capitale éthiopienne. Des pourparlers de paix catégoriquement rejetés par une partie des rebelles, dont Peter Gatdet et Gathoth Gatkuoth.

« Nous rejetons tout traité de paix qui inclut le Président Salva Kiir et Dr. Riek Machar en vue d'un gouvernement d'unité nationale. Les deux leaders sont devenus le symbole de la haine et du conflit et constituent des obstacles à la paix car les deux se querellent même sur la question de savoir qui devrait diriger le pays », ajoute le communiqué de presse. Mais l'information sur la scission au sein du groupe semble être balayée par la rébellion.

Quelques heures plus tard, le mardi, Stephen Par Kuol, porte-parole du mouvement, affirme qu'il n'y a aucune scission. « Il y a une différence entre la séparation et la défection. Ce à quoi nous assistons est la défection de la part de quelques généraux mécontents qui ont été évincés de leur poste après un remaniement. Toutefois, ils ne sont pas encore expulsés du groupe, mais d'après ce que nous entendons d'eux et les communiqués qu'ils ont rendus publics de manière irresponsable, on peut évidemment parler de défection, mais pas de scission ».

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

TANZANIA

L'ONU "appelle au calme" après des rumeurs d'un cas d'Ebola en Tanzanie

ARTICLE

Source: AFP via Afrique Expansion (Magazine)

13 août 2015 - Les Nations unies en Tanzanie ont appelé jeudi "à la patience et au calme", jugeant "très invraisemblable" qu'un réfugié burundais décédé lundi dans le nord-ouest tanzanien ait succombé au virus Ebola.

Des rumeurs faisant état d'un cas d'Ebola ont commencé à circuler dans des médias locaux après la mort d'un réfugié burundais lundi à l'hôpital de Maweni, dans la ville de Kigoma (grande ville du nord-ouest), semant la panique dans les camps de réfugiés en Tanzanie et parmi les humanitaires qui les assistent.

Dans un communiqué conjoint, les représentations du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) "appellent au calme suite à des informations faisant état de la mort d'un réfugié burundais, suspecté d'avoir été contaminé par le virus Ebola, dans la région de Kigoma".

"Le (dimanche) 9 août, le réfugié a été envoyé à l'hôpital régional de Kigoma, saignant des gencives, des yeux et des oreilles. Il était fatigué et son corps présentait du prurit. Il n'avait cependant pas de fièvre", explique ce communiqué transmis à l'AFP.

"Il est très invraisemblable qu'il ait contracté le virus Ebola, puisqu'un examen du cas par l'OMS montre qu'il ne répond pas aux critères standards de la maladie", poursuivent les deux agences onusiennes, appelant cependant à la vigilance.

Les mêmes assurances ont été données par le gouvernement tanzanien dans un communiqué publié mercredi.

"Le ministère de la Santé et des affaires sociales souhaite rassurer les citoyens: jusqu'à présent, il n'y a aucune preuve attestant que ce malade est mort de la maladie d'Ebola", avait affirmé le gouvernement dans ce communiqué en swahili.

Toujours selon le gouvernement tanzanien, un échantillon prélevé sur le malade a été examiné au laboratoire médical national à Dar es Salaam et le test s'était révélé négatif.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Selon l'UNHC et l'OMS, le réfugié burundais était sous traitement à l'hôpital lorsqu'il est mort lundi, et sa dépouille a été enterrée sous l'étroite supervision du personnel de l'OMS.

Le texte souligne qu'il n'existe aucune preuve que la personne décédée ait voyagé en dehors de la région de Kigoma au cours des trois dernières années ou qu'elle ait reçu la visite d'une personne en provenance de l'un des pays d'Afrique de l'Ouest touchés par l'épidémie.

Mais deux jours après la mort du réfugié, sa propre fille avait commencé à saigner du nez, contribuant à alimenter la panique dans la région. Selon le communiqué, cette fille de 14 ans avait déjà souffert de ce genre de symptômes par le passé.

"La fille se trouve actuellement dans un état stable, sans saignement", indique le texte.

"Le HCR est conscient que cette situation a causé une grande inquiétude parmi les réfugiés, la communauté des donateurs et le public tanzanien dans son ensemble", reconnaît la représentante de l'organisation en Tanzanie, Joyce Mends-Cole, exhortant les médias à cesser d'être alarmistes.